

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 27 septembre 2012

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
et Pascal BRIE - DREAL
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 2012271-0020

**PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT**

**SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE POUR LA ZONE DONZERE 1
DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX
DE DONZERE**

Société SITA CENTRE EST

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-24 à R. 515-31 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, en particulier son article 49 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2863 du 14 mai 1981 autorisant la société Carrières et Décharges Contrôlées (CDC) à exploiter pour une durée de 10 ans une carrière de sables et graviers sur la parcelle n°996 de la section C située au lieu-dit « Combe Biard » sur le territoire de la commune de DONZERE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°4664 du 24 août 1987 autorisant la société CDC à exploiter une décharge contrôlée de déchets industriels et de résidus urbains sur les parcelles n°996, 994 et 387 de la section C situées au lieu-dit « Combe Biard » sur le territoire de la commune de DONZERE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°3397 du 23 juin 1998 autorisant la société MOS, d'une part à se substituer à la société CDC pour l'exploitation de l'établissement susvisé, d'autre part à l'étendre aux lieux-dits « Combe Biard » et « Bouzarudes -Est » sur le territoire de la commune de DONZERE, pour une superficie globale de 258 970 m² ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°358 du 28 janvier 2000 fixant notamment le montant des garanties financières relatives à la zone DONZERE 1 de l'établissement susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°03-1519 du 23 avril 2003 modifiant les conditions d'exploitation de l'établissement susvisé et autorisant la société SITA MOS à exploiter dans cet établissement une installation de valorisation de biogaz ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05-1941 du 19 mai 2005 portant composition de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de l'établissement sus-visé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°06-0425 du 30 janvier 2006 modifiant les conditions d'exploitation de l'établissement susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-4209 du 1er octobre 2008 modifiant la composition de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de l'établissement sus-visé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-3093 du 23 juillet 2010 autorisant la société SITA MOS à étendre l'exploitation de l'établissement susvisé, sa surface globale s'élevant désormais à 364 300 m² ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2011 146-0019 du 26 mai 2011 relatif à la mise à l'arrêt de l'installation de stockage de déchets non dangereux située à DONZERE, appelée DONZERE 1 ;

Vu la lettre du 6 septembre 2011 de l'exploitant déclarant un changement de raison sociale : La société SITA MOS est désormais nommée SITA CENTRE EST ,

Vu le dossier de demande du 9 septembre 2011 présenté par la société SITA CENTRE EST en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique portant :

- sur l'emprise de l'ancienne zone de stockage de déchets de DONZERE 1, d'une surface de 62 803 m² ;
- sur une partie des parcelles dans lesquelles sont implantés les piézomètres n°1 et 3 de contrôle des eaux souterraines ;

Vu le rapport du 28 septembre 2011 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu la présentation du dossier de demande d'institution servitudes d'utilité publique sus-visé, effectuée aux membres de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) lors de sa réunion organisée le 7 octobre 2011 ;

Vu le rapport du 10 août 2012 de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement RHONE-ALPES ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de la Drôme, en date du 20 septembre 2012, au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le courrier du 20 septembre 2012 demandant à l'exploitant dans un délai de quinze jours, des observations à formuler sur le projet d'arrêté ;

Vu le courrier du 25 septembre 2012 par lequel le pétitionnaire donne son accord sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont de nature à assurer une protection satisfaisante des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La zone de stockage de déchets non dangereux appelée DONZERE 1, faisant partie de l'établissement exploité par la société SITA CENTRE EST sur le territoire de la commune de DONZERE, route de Grignan, ainsi que la zone d'implantation des piézomètres 1 et 3, sont assujetties aux servitudes d'utilité publique définies à l'article 2.

ARTICLE 2 : Nature des servitudes d'utilité publique : Restrictions de l'usage du sol

1/ Servitudes portant sur l'emprise de l'installation de stockage de déchets

Confinement des déchets :

En dehors des aménagements et/ou constructions nécessaires au suivi de l'installation de stockage de déchets, il est interdit :

- de réaliser, sur l'emprise de l'ancienne zone de stockage, des excavations ou autres formes de cavités ainsi que tout décapage, susceptibles de :
 - créer des dépressions qui favoriseraient l'accumulation d'eau, gênant le libre écoulement des eaux de pluie vers les fossés internes ,
 - remettre en cause l'isolement du stockage de déchets en remettant à jour le massif, dans le cas d'excavations profondes.
- de réaliser des forages ou des « trous », excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, susceptibles d'engendrer des entrées d'air et d'eau dans le massif de déchets.
- de réaliser des constructions ou ouvrages nécessitant des fondations, même superficielles.
- d'effectuer des plantations d'espèces à racines profondes, susceptibles de nuire à la conservation de la couverture, autres que celles prévues dans le projet de revégétalisation du site et dont le choix est compatible avec l'intégrité de la couverture finale.
- d'irriguer les terrains, à l'exception de l'arrosage nécessaire en vue de maintenir la végétation superficielle pour pallier un défaut de précipitation atmosphérique.

Maîtrise des eaux et du biogaz :

Il est interdit de déplacer, supprimer, enfouir ou combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant :

- les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- les fossés périphériques de collecte des eaux de ruissellement ;
- les ouvrages de récupération des eaux pluviales ;
- les ouvrages de collecte des lixiviats ;
- les bassins de stockage de lixiviats ;
- le réseau de captage de biogaz.

L'accès au site doit être maintenu.

Stabilité du dôme de réaménagement :

Tout aménagement (affouillement, excavation,...) susceptible de compromettre la stabilité du réaménagement de la zone de stockage de déchets est interdit.

Sécurité des tiers :

La zone de stockage de déchets est fermée au public, elle est efficacement clôturée et son accès est contrôlé.

Il est interdit de réaliser des constructions dédiées :

- à l'habitation permanente de tiers et d'établissement recevant du public sur l'emprise du site ;
- à des activités sportives.

Les habitations provisoires ou de loisirs (camping, mobil home, etc) sont prohibées.

2/ Servitudes portant sur l'emplacement des piézomètres situés hors de l'emprise de l'installation de stockage de déchets

Maîtrise des eaux :

Il est interdit de déplacer, supprimer, enfouir ou combler, excepté pour des raisons d'ordre technique et/ou environnemental en relation avec l'exploitant, les piézomètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'accès aux piézomètres doit être maintenu.

ARTICLE 3 : Sol affecté par les servitudes d'utilité publique

Le périmètre des servitudes est reporté sur les 2 plans figurant en annexe au présent arrêté.

Le tableau ci-dessous précise les parcelles concernées, et les servitudes applicables visées à l'article 2, selon l'occupation :

<u>N° de parcelle</u>	<u>Surface de la parcelle en m²</u>	<u>Emprise concernée par les servitudes</u>	<u>Occupation</u>
<u>Commune de DONZERE</u>			
C 387	15 125	9 659	Emprise de l'installation de stockage de déchets
C 994	43 100	17 302	Emprise de l'installation de stockage de déchets
C 1308	10 573	1 945	Emprise de l'installation de stockage de déchets
C 1310	5 907	4 280	Emprise de l'installation de stockage de déchets
C 1609	144 120	29 617	Emprise de l'installation de stockage de déchets
			Piézomètres 2 et 2 bis
ZA 27			Piézomètre 3, hors emprise
<u>Commune des GRANGES GONTARDES</u>			
D 365			Piézomètre 1, hors emprise

ARTICLE 4 : Durée des servitudes d'utilité publique

Les servitudes prennent fin si les déchets sont enlevés en totalité.

ARTICLE 5 : Notification

Le présent arrêté sera notifié par le préfet de la Drôme aux maires des communes de DONZERE et des GRANGES GONTARDES, et à chacun des propriétaires des immeubles grevés par les servitudes objets du présent arrêté, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit.

ARTICLE 6 : Indemnisation

Les préjudices directs, matériels et certains, résultant de la servitude et subis par les propriétaires, les titulaires de droits réels ou leurs ayants droits, peuvent être indemnisés.

La demande d'indemnisation doit être adressée à l'exploitant de l'installation dans un délai de trois ans à compter de la notification de la servitude.

ARTICLE 7 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de DONZERE et des GRANGES GONTARDES, et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairies de DONZERE et des GRANGES GONTARDES pendant une durée d'un mois. Procès verbaux de l'accomplissement de ces formalités seront dressés par les soins des maires et seront transmis à la direction départementale de la protection des populations.

Le même extrait sera également affiché en permanence de façon visible par la société SITA CENTRE EST dans son établissement situé à DONZERE, route de Grignan.

Un avis sera inséré dans deux journaux diffusés dans tout le département par les soins des services de la Direction départementale des Populations et aux frais de la société SITA CENTRE EST.

Les servitudes instituées par le présent arrêté seront annexées au plan local d'urbanisme par les maires de DONZERE et des GRANGES GONTARDES, et publiées au bureau des hypothèques de la situation des immeubles concernés.

ARTICLE 8 : Délais et voies de recours.

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- 1 – par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification ;
- 2 – par les tiers, dans un délai d'un an à compter de sa publication.

ARTICLE 9 : Exécution et ampliation

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Messieurs les Maires DONZERE et des GRANGES GONTARDES et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Donzère ;
- le Maire des Granges Gontardes ;
- monsieur le propriétaire des vignobles BARON D'ESCALIN
- le Directeur Départemental Interministériel des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- monsieur le chef de bureau du SID-PC de la préfecture
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- et à Monsieur le Directeur de la société SITA CENTRE EST.

Fait à Valence, le 27 SEP.2012
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale


Charlotte LECA

ANNEXE

(2 plans des servitudes)

(plan en annexe du dossier présenté, et piézomètres visualisés sur plan appelé « plan piézo sur cadastre »)

Plan Piézo sur cadastre
Mise à jour 2011 *DONZERE 1*

J. DUNOGIER G. MAISONNAS S. NYSLIAK
géomètres experts foncier D.P.L.G. - urbanisme - bureau d'études VRD

11 rue de la République - 69001 LYON
Tél : 04 78 22 00 00 - Fax : 04 78 22 00 01
E-mail : info@jdm-geo.com

11 rue de la République - 69001 LYON
Tél : 04 78 22 00 00 - Fax : 04 78 22 00 01
E-mail : info@jdm-geo.com

11 rue de la République - 69001 LYON
Tél : 04 78 22 00 00 - Fax : 04 78 22 00 01
E-mail : info@jdm-geo.com



Vu pour être annexé

0200 F477107

27 SEP. 2012

le Préfet

travail le Prent. par un...
des Secrét. d'arrond.

Charlone L. FICA



Echelle : 1/8000
Dossier 111342

